



CHAMBRE DES SALARIES
LUXEMBOURG

Note de la CSL relative au Bilan de compétitivité 2013

**« Dix ans de tableau de bord compétitivité :
une évolution en dents de scie »**

Luxembourg, le 26 novembre 2013

TABLE DES MATIERES

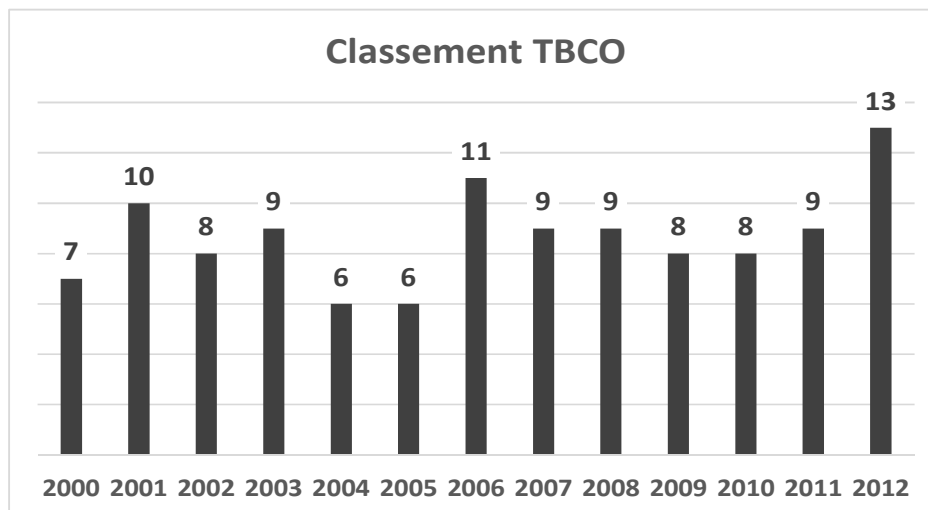
1. Classement de l'ODC : constat.....	3
2. Des modifications méthodologiques lourdes de conséquences	3
2.1 Les indicateurs d'éducation et de formation	3
2.2 Les indicateurs de performances macroéconomiques	6
A4 – Taux de chômage	6
2.3 Les indicateurs de productivité et coût du travail	6
C4 – Le CSU nominal a remplacé le CSU réel	6
C5 – Cost to income ratio du secteur bancaire.....	7
C3 – Productivité horaire en pourcentage des US exprimée aux prix de 1990 : une erreur d'interprétation dès la conception du tableau de bord	7
3. Conclusions : Cinq changements méthodologiques qui à eux seuls suffisent à modifier la vision de la compétitivité du Luxembourg	9

Dans sa préface du Bilan de compétitivité 2013, le ministre de l'Economie et du Commerce propose l'établissement d'un nouveau dispositif d'indicateurs pour mesurer la compétitivité du Luxembourg. La CSL estime également qu'il est nécessaire de revoir le tableau de bord actuel, notamment en raison des graves problèmes méthodologiques qui se présentent et qui sont décrits ci-après.

Dans ce contexte, la CSL a d'ores et déjà envoyé un courrier d'approbation en date du 12 novembre 2013 au ministre de l'Economie et du Commerce extérieur quant à cette proposition de révision rapide de cet instrument de mesure de la compétitivité.

1. Classement de l'ODC : constat

Dans la dernière édition du Bilan « Compétitivité », le Luxembourg pointe à une 13ème place intermédiaire au niveau européen dans le tableau de bord de la compétitivité (TBCO). On peut noter une dégradation de quatre places par rapport à 2011. Il s'agit du plus mauvais classement enregistré par le Luxembourg depuis la création de l'indicateur synthétique de compétitivité.



Source ODC

Cette dégradation s'explique par plusieurs changements méthodologiques commentés ci-après qui sont intervenus depuis la création du tableau de bord. Or, ces changements sont particulièrement lourds de conséquences sur le classement du Luxembourg.

2. Des modifications méthodologiques lourdes de conséquences

Nous ne reprenons ici que les changements majeurs qui sont intervenus au niveau de la méthodologie.

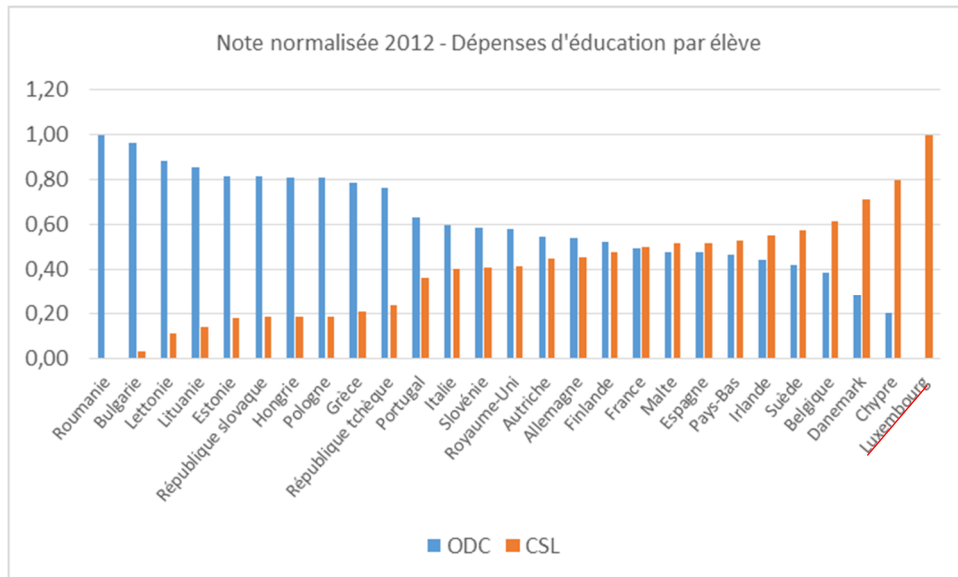
2.1 Les indicateurs d'éducation et de formation

Il s'agit du changement le plus fondamental. A lui seul, cet indicateur suffit à modifier considérablement le classement de la compétitivité globale.

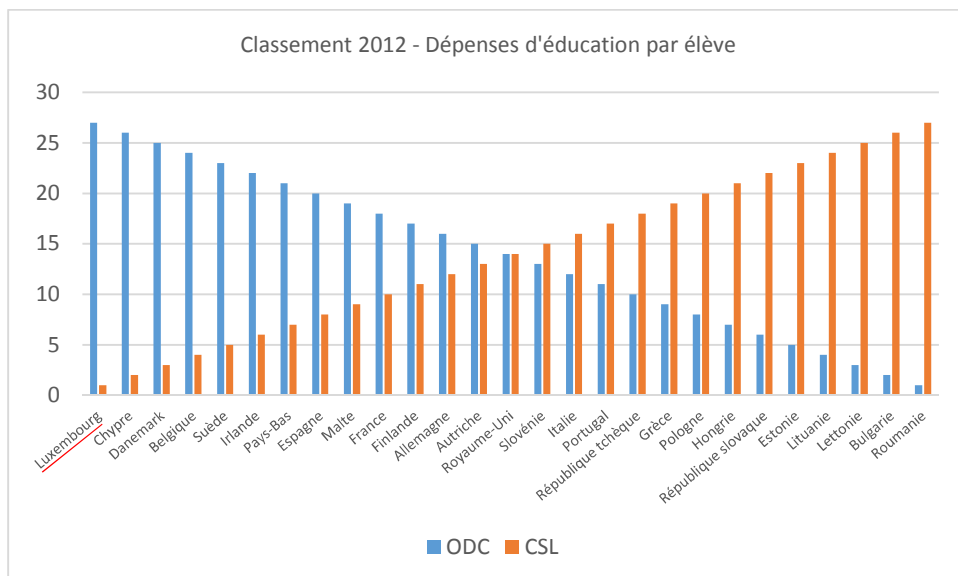
Initialement, il est considéré que les dépenses d'éducation sont favorables à la croissance future et que par conséquent, plus elles sont élevées, meilleure est la situation des pays.

Cependant, il y a quelques années, l'ODC a décidé d'inverser la signification de cet indicateur, considérant de manière surprenante que moins l'on dépense pour l'éducation, mieux c'est. Et nous voici donc dans une situation bien paradoxale. Avec des notes totalement inversées, les meilleurs élèves européens sont la Roumanie, la Bulgarie... A l'opposé, nous trouvons donc le Luxembourg, le Danemark, la Belgique ou encore la Suède parmi les plus mauvais élèves dans le domaine des dépenses d'éducation.

Le classement de cet indicateur retenu par l'ODC se révèle contre intuitif, les pays les moins riches de l'UE figurant aux premières places et inversement, les pays les plus riches et les plus avancés socialement figurant à la dernière place.



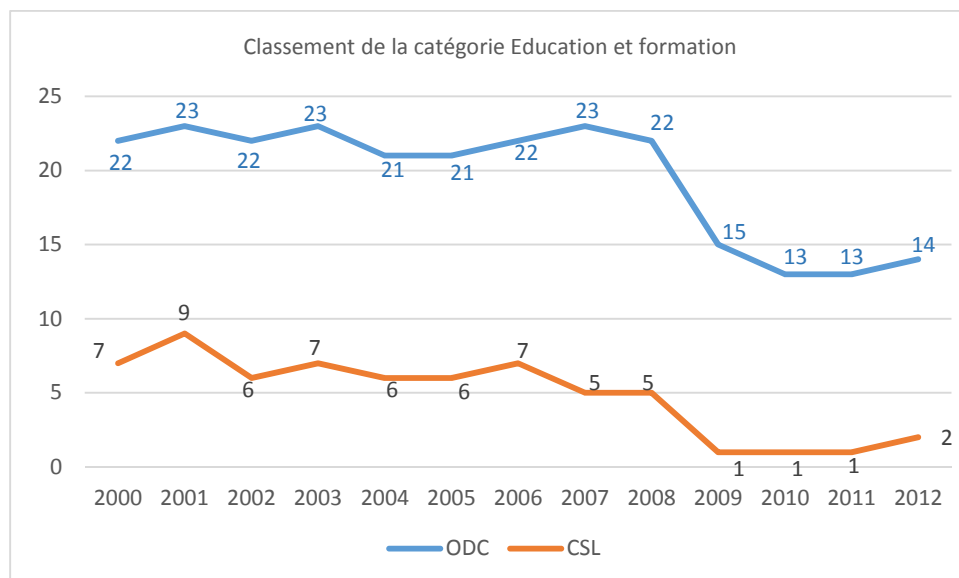
Source : ODC, calculs CSL



Source : ODC, calculs CSL

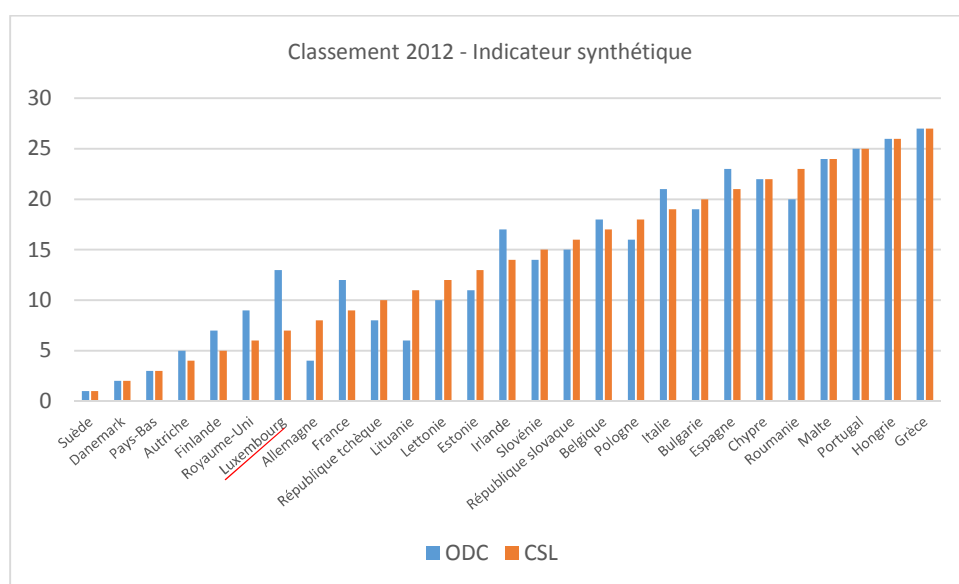
Dans cette catégorie Education et formation qui ne compte que 5 indicateurs (à savoir les dépenses annuelles par élève/étudiant au titre des établissements d'enseignement publics, la population ayant atteint au moins une formation de deuxième cycle du secondaire, la part des ressources humaines en sciences et technologie dans l'emploi total, l'apprentissage tout au long de la vie et les jeunes ayant quitté prématurément l'école), ce changement méthodologique a une influence non négligeable. En effet, sans ce changement méthodologique, le Luxembourg se positionnerait à la 2^{ème} place au lieu de la 14^{ème} place.

Ce changement a entraîné une perte de quinze places en moyenne au Luxembourg chaque année dans le classement de la catégorie « Education et formation » depuis 2000 !



Source : ODC, calculs CSL

Ce changement méthodologique a également un impact substantiel sur le résultat global de l'indicateur synthétique du tableau de bord de la compétitivité : en effet, il fait passer le Luxembourg de la 7^{ème} place à la 13^{ème} place pour l'année 2012 dans le classement de l'indicateur synthétique, soit une perte de 6 places.



Source : ODC, calculs CSL

2.2 Les indicateurs de performances macroéconomiques

A4 – Taux de chômage

Depuis 2013, le Luxembourg a mis le taux de chômage ADEM en lieu et place du taux de chômage harmonisé publié par Eurostat. Nous sommes donc face à des données qui ne sont pas comparables puisque toutes les personnes inscrites à l'ADEM sont intégrées dans le taux de chômage, même si elles travaillent à temps partiel, à durée déterminée ou sont en formation et donc non disponible immédiatement et n'ayant pas travaillé au cours de la semaine de référence.

Ceci surestime donc le taux de chômage luxembourgeois par rapport aux autres pays.

2.3 Les indicateurs de productivité et coût du travail

C'est dans cette catégorie que les changements les plus fondamentaux ont eu lieu puisque

- Le CSU nominal a remplacé le CSU réel ;
- sur 5 indicateurs initiaux, il n'en reste plus que 4.

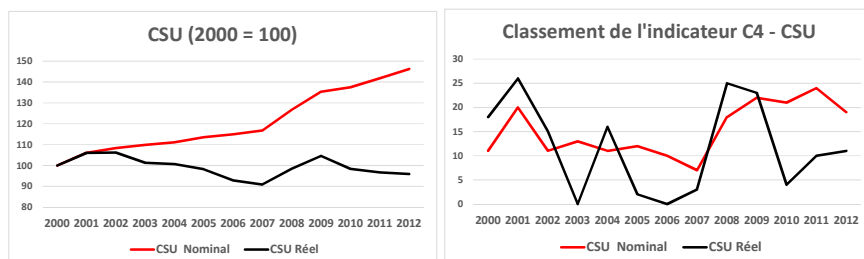
Par ailleurs, dès l'origine, l'indicateur de productivité horaire en pourcentage des Etats Unis (C3) a été exprimé aux prix de 1990.

C4 – Le CSU nominal a remplacé le CSU réel

Alors qu'à l'origine le CSU retenu dans la batterie d'indicateurs était le CSU réel, il y a quelques années il lui a été substitué le CSU nominal.

Nous ne reviendrons pas ici sur les problèmes méthodologiques inhérents au CSU nominal qui rapporte les coûts salariaux à une valeur ajoutée ou un PIB exprimé aux prix d'une autre année. La CSL a déjà, à maintes reprises, souligné les difficultés d'estimation de la valeur ajoutée en volume ainsi que toutes les imperfections méthodologiques révélées également par Eurostat et de nombreux économistes, notamment dans le cas des services.

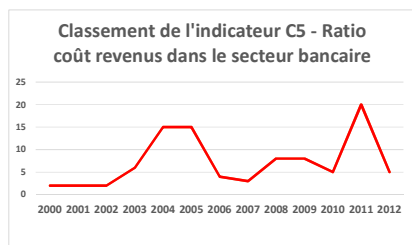
Ce changement n'est pas anodin puisque pendant que le CSU réel reste stable voire en légère baisse, le CSU nominal connaît une progression nettement plus forte. Aussi, le classement luxembourgeois est le plus souvent défavorable en utilisant le CSU nominal que le CSU réel.



Source : ODC, calculs CSL

C5 – Cost to income ratio du secteur bancaire

Cet indicateur a été supprimé alors que les données à jour sont disponibles sur le site de la BCE. Nous réintégrons donc cet indicateur dans la catégorie productivité qui compte donc 4 indicateurs à l'ODC contre 5 à la CSL. Le Luxembourg est pourtant le plus souvent très bien classé, ce qui n'est pas sans incidence sur le classement global.



Source : ODC, calculs CSL

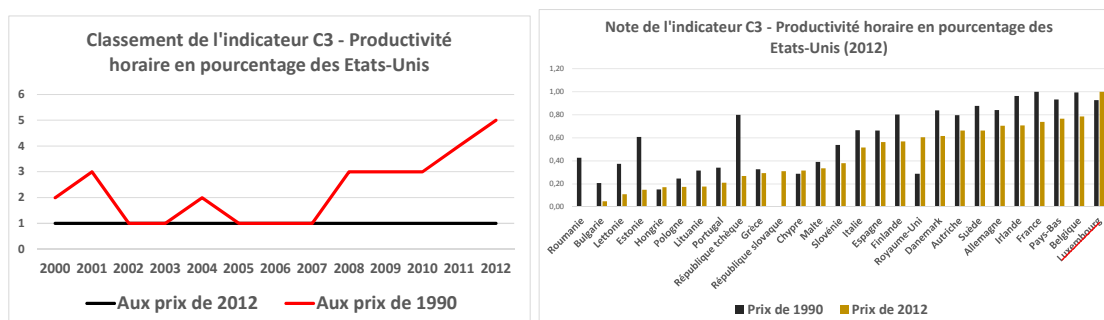
C3 – Productivité horaire en pourcentage des US exprimée aux prix de 1990 : une erreur d'interprétation dès la conception du tableau de bord

La productivité est exprimée aux prix de 1990. Or, exprimer des comparaisons à des prix datant d'un quart de siècle revient donc à comparer des niveaux dans une monnaie qui n'existe plus, ce qui rend ce type de comparaison totalement inopérante. Les résultats du classement prouvent que ces chiffres sont inadéquats pour rendre compte de la position du Luxembourg sur le plan de la productivité.

En effet, alors que le Luxembourg dispose de manière incontestable du plus fort niveau de productivité, peut-on imaginer que la Belgique, la France, l'Irlande ou les Pays-Bas soient classés devant le Luxembourg ?

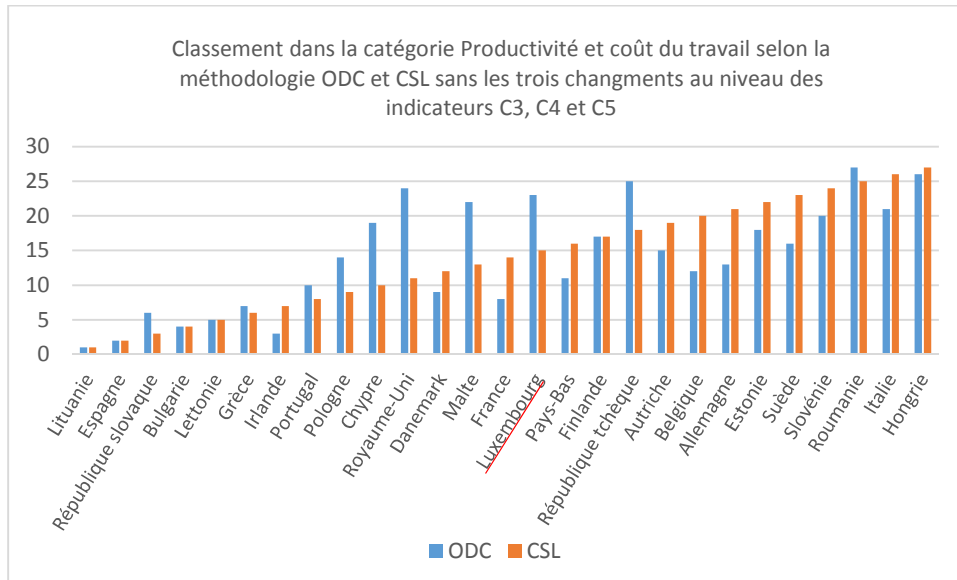
Pourtant avec l'indicateur retenu par l'ODC (c'est-à-dire aux prix de 1990), le Luxembourg se situe à la cinquième place derrière les quatre pays précités.

L'utilisation par la CSL de cet indicateur aux prix de 2012 permet au Luxembourg d'occuper légitimement la première place du classement et cela de 2000 à 2012. Cette modification a un impact très important sur le classement du Luxembourg dans la catégorie Productivité et coûts salariaux en raison du faible nombre d'indicateurs qui la composent.



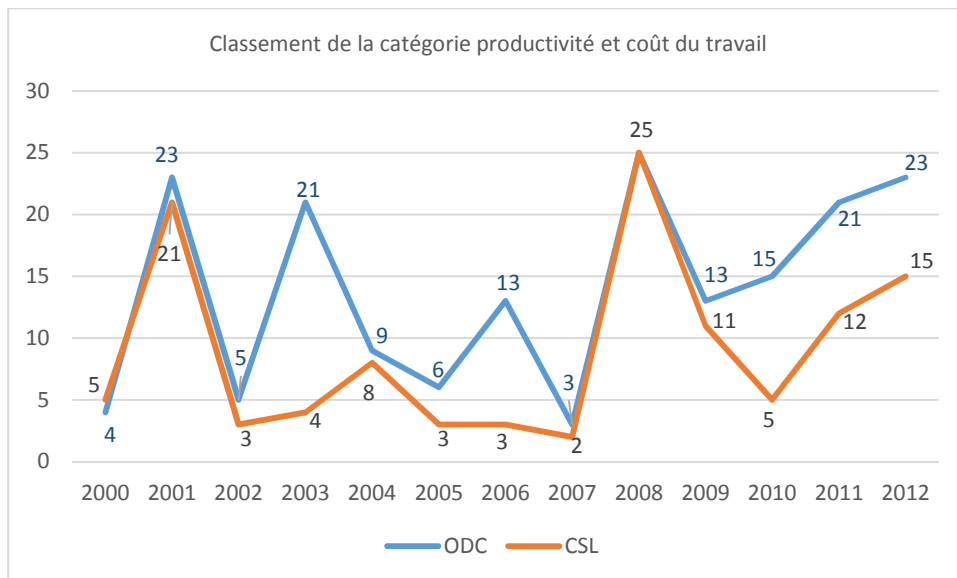
Source : ODC, calculs CSL

En résumé, si l'on fait abstraction des trois erreurs et modifications de l'ODC dans la catégorie « Productivité et coûts » alors le Luxembourg améliore sa position compétitive: il passe de la 23^{ème} à la 15^{ème} place en 2012 comme l'illustre le graphique ci-dessous.



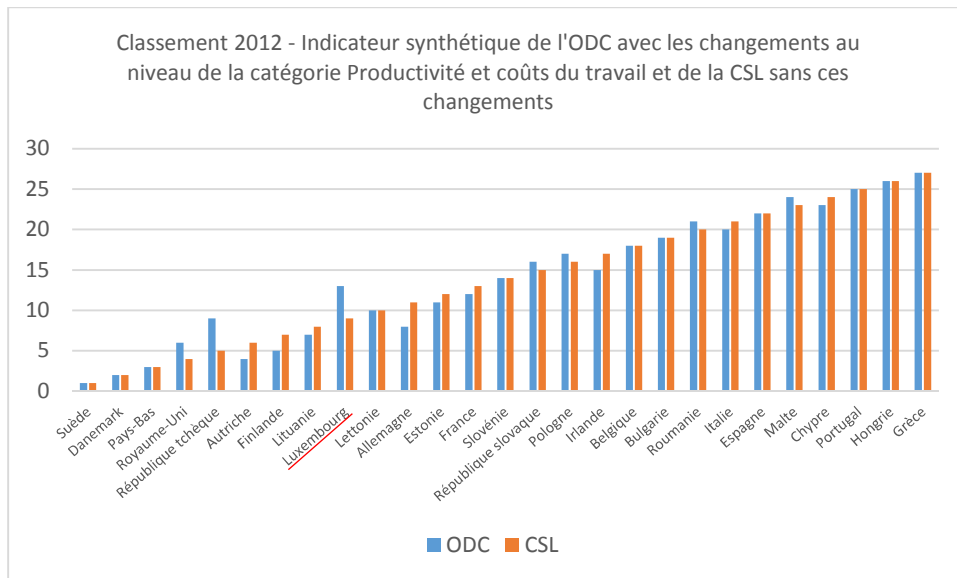
Source : ODC, calculs CSL

Plus encore, les changements intervenus sur cette catégorie ont significativement pénalisé le Luxembourg non seulement en 2012 comme on vient de le voir mais aussi tout au long de la période sous revue comme le décrit le graphique ci-après.



Source : ODC, calculs CSL

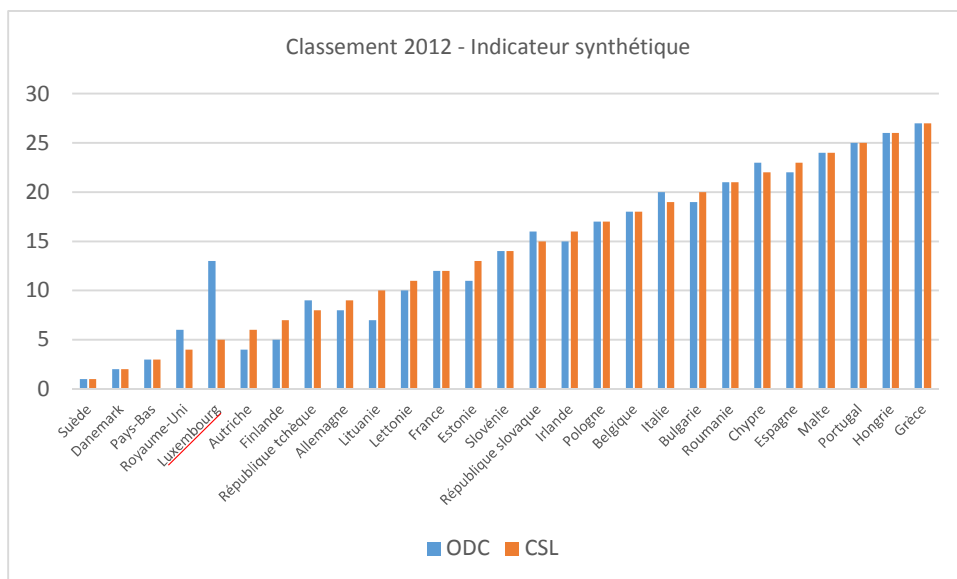
D'un point de vue plus général, ces changements feraient passer le Luxembourg de la 13^{ème} à la 9^{ème} place pour l'indicateur global comme le montre le graphique ci-après.



3. Conclusions : Cinq changements méthodologiques qui à eux seuls suffisent à modifier la vision de la compétitivité du Luxembourg

Alors que selon l'ODC, le Luxembourg se classerait pour l'année 2012 à la 13^{ème} place, sans les changements méthodologiques, le Luxembourg s'installerait la 5^{ème} place.

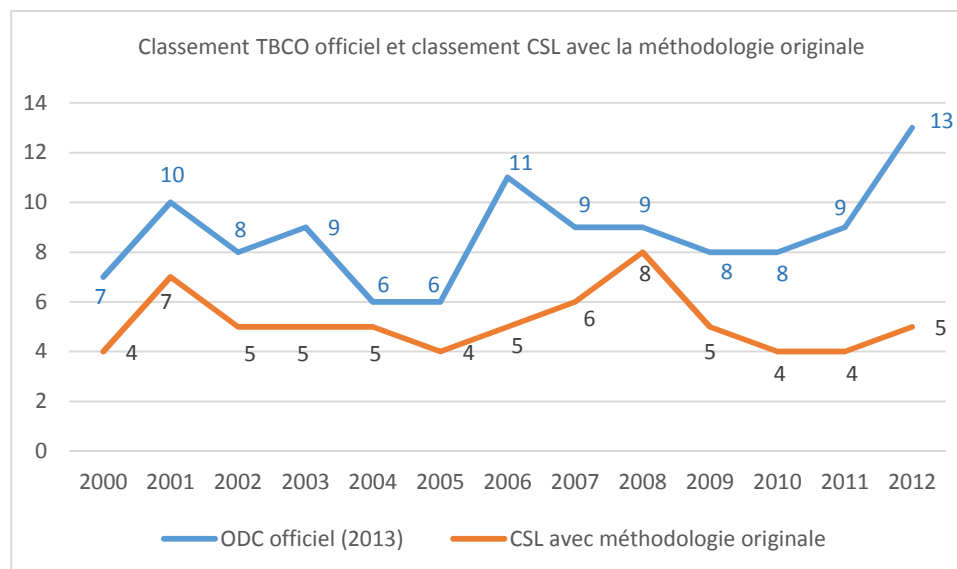
Notons que ces changements méthodologiques affectent en premier lieu le Luxembourg qui est le pays qui voit son classement le plus fortement modifié.



Source : ODC, calculs CSL

Au regard de l'évolution du classement, le Luxembourg se situe toujours à une place bien plus favorable dans le cas où l'ODC aurait gardé le tableau de bord et la méthode originale pour calculer son indicateur de compétitivité.

En 2009, au paroxysme de la crise, le Luxembourg a même gagné 3 places avec la méthode originale comparativement à 2008. Le Luxembourg a ensuite encore gagné une place au classement en 2010 se positionnant à l'excellente 4^{ème} place. En 2011, il s'est maintenu à cette place alors que l'indicateur modifié de l'ODC faisait état d'une détérioration de la position compétitive du Luxembourg.



Source : ODC, calculs CSL

Plus encore, la détérioration de la position compétitive du Luxembourg telle que décrite par l'indicateur retouché par l'ODC dans son bilan de compétitivité 2013 n'est absolument plus alarmiste si on avait gardé la méthode et les indicateurs originaux. De fait, avec la méthode originale le Luxembourg rétrograde de la 4^{ème} à la 5^{ème} place, alors qu'avec la méthode modifiée de l'ODC le Luxembourg chute brutalement de la 9^{ème} à la 13^{ème} place.

Les tableaux ci-dessous exposent les notes normalisées obtenues par le Luxembourg dans les 10 catégories de l'indicateur synthétique. Les notes normalisées sont obtenues en faisant la moyenne simple des notes normalisées des indicateurs contenus dans chaque catégorie.

En rouge apparaissent les notes inférieures à la moyenne de l'indicateur synthétique qui est présentée dans la dernière ligne surlignée en bleu. Les notes inscrites en rouge font baisser la note globale et par là même le classement du Luxembourg.

Notes normalisées par catégorie selon la méthodologie actuelle de l'Observatoire de la compétitivité

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A - Performances macroéconomiques	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	0,97	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
B - Emploi	0,51	0,49	0,49	0,49	0,46	0,49	0,42	0,33	0,28	0,43	0,47	0,46	0,56
C - Productivité et coût du travail	0,74	0,20	0,40	0,49	0,52	0,80	0,55	0,87	0,49	0,51	0,52	0,24	0,29
D - Fonctionnement des marchés	0,54	0,48	0,54	0,52	0,61	0,57	0,57	0,47	0,56	0,65	0,55	0,65	0,66
E - Cadre institutionnel et réglementaire	0,71	0,67	0,67	0,75	0,78	0,74	0,67	0,75	0,72	0,83	0,79	0,81	0,80
F - Entrepreneuriat	0,39	0,36	0,22	0,22	0,20	0,14	0,19	0,11	0,19	0,23	0,33	0,33	0,30
G - Education et formation	0,41	0,39	0,46	0,41	0,52	0,51	0,49	0,46	0,49	0,74	0,77	0,74	0,70
H - Economie de la connaissance	0,47	0,47	0,46	0,48	0,62	0,70	0,68	0,69	0,72	0,73	0,63	0,65	0,62
I - Cohésion sociale	0,77	0,74	0,72	0,71	0,77	0,70	0,74	0,72	0,78	0,74	0,80	0,86	0,86
J - Environnement	0,22	0,12	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,05	0,08	0,07	0,00	0,00	0,00
Moyenne de l'indicateur synthétique	0,58	0,49	0,50	0,51	0,55	0,56	0,53	0,55	0,53	0,59	0,58	0,57	0,58

Source : ODC, calculs CSL

Notes normalisées par catégorie selon la méthodologie originale

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A - Performances macroéconomiques	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	0,97	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
B - Emploi	0,51	0,49	0,49	0,49	0,46	0,49	0,42	0,33	0,28	0,43	0,47	0,46	0,56
C - Productivité et coût du travail	0,75	0,23	0,78	0,95	0,72	0,88	0,55	0,96	0,42	0,55	0,80	0,34	0,55
D - Fonctionnement des marchés	0,54	0,48	0,54	0,52	0,61	0,57	0,57	0,47	0,56	0,65	0,55	0,65	0,66
E - Cadre institutionnel et réglementaire	0,71	0,67	0,67	0,75	0,78	0,74	0,67	0,75	0,72	0,83	0,79	0,81	0,80
F - Entrepreneuriat	0,39	0,36	0,22	0,22	0,20	0,14	0,19	0,11	0,19	0,23	0,33	0,33	0,30
G - Education et formation	0,70	0,68	0,75	0,72	0,82	0,76	0,71	0,80	0,82	1,00	1,00	1,00	0,98
H - Economie de la connaissance	0,47	0,47	0,46	0,48	0,62	0,70	0,68	0,69	0,72	0,73	0,63	0,65	0,62
I - Cohésion sociale	0,77	0,74	0,72	0,71	0,77	0,70	0,74	0,72	0,78	0,74	0,80	0,86	0,86
J - Environnement	0,22	0,12	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,05	0,08	0,07	0,00	0,00	0,00
Moyenne de l'indicateur synthétique	0,60	0,52	0,57	0,58	0,60	0,60	0,53	0,59	0,56	0,62	0,64	0,61	0,63

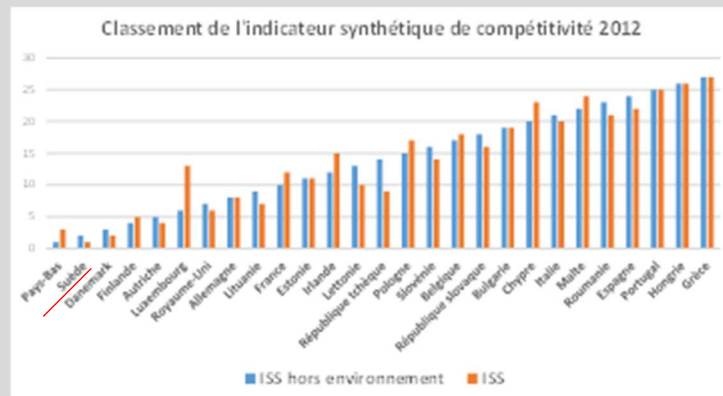
Source : ODC, calculs CSL

Plusieurs constats s'imposent :

- Trois catégories contribuent systématiquement négativement à la note globale du Luxembourg quelle que soit la méthode retenue. Il s'agit des catégories :
 - Emploi (bien que le Luxembourg soit de loin le pays ayant créé le plus d'emploi depuis 2000) ;
 - Entrepreneuriat, catégorie dans laquelle les pays classés en première place sont la Lituanie, la Grèce et la Roumanie. Dans les dernières places, nous retrouvons la Suède, l'Autriche, le Luxembourg se classant quant à lui à la 20^{ème} place. Classement pour le moins surprenant au regard des performances économiques et sociales d'ensemble ;
 - Environnement, catégorie pour laquelle le Luxembourg est depuis 2000 systématiquement parmi les plus mauvais élèves et même dernier pour la plupart des années, lui valant une note de zéro qui pèse lourdement sur le classement global (voir encadré).

Impact de la catégorie environnement sur le classement du Luxembourg

On remarque que structurellement, la catégorie environnement contribue à l'affaiblissement du classement global du Luxembourg. Ainsi, pour l'année 2012, selon la méthode de l'ODC, le Luxembourg se positionne en 13^{ème} position pour l'indicateur synthétique. La seule suppression de la catégorie environnement amènerait le Luxembourg en 6^{ème} position.



Source : ODC, calculs CSL

Outre le caractère contestable d'un certain nombre d'indicateurs et leur non adaptation au cas du Luxembourg, on peut noter que le gain de compétitivité du Luxembourg, selon le classement de l'ODC, passerait donc bien plus par une amélioration des variables environnementales que par la compétitivité prix ou coûts.

Mais ce n'est pas la seule aberration de l'indicateur synthétique. Alors que l'éducation contribue négativement au classement général, en raison particulièrement du changement de traitement des dépenses d'éducation par élève, il suffirait que le Luxembourg dépense la même somme qu'en Roumanie pour voir le classement global luxembourgeois amélioré de 6 places en 2012. L'indicateur synthétique de compétitivité s'en trouverait amélioré, mais qu'en serait-il du niveau d'éducation ?

- Les deux catégories pour lesquelles l'ODC a modifié la méthodologie influent également fortement sur le classement global puisque nous avons vu que pour l'année 2012, le classement passerait de la 13^{ème} à la 5^{ème} place.
 - Concernant la catégorie productivité et coût du travail, avec les changements méthodologiques, la catégorie contribue à la baisse de la note globale dans 9 des 13 années depuis 2000. Sans les changements méthodologiques, la contribution de cette catégorie n'aurait été négative que dans 5 des 13 années. Autre illustration de ces changements méthodologiques et de leur incidence, la note moyenne de la catégorie de 2000 à 2012 est de 0,51 alors qu'en conservant la méthode d'origine, la note moyenne est de 0,65.
 - Concernant l'éducation, le seul changement a été d'inverser le rôle des dépenses d'éducation par élève. Mais ce seul changement suffit à lui seul de faire passer le classement global du Luxembourg de la 13^{ème} place à la 7^{ème} place. Et concernant la note moyenne sur l'ensemble de la période, le changement est lourd de conséquence puisque la note moyenne aurait été de 0,83 sans les changements méthodologiques et n'est que 0,54 avec ce changement. Conséquence de ce changement, alors qu'avec la méthode de départ qui considère

avec bon sens que les dépenses d'éducation sont positives, l'éducation contribue systématiquement positivement, avec cette inversion de sens opérée par l'ODC, l'indicateur contribue négativement dans 9 années sur 13. Cependant, l'amélioration de la note normalisée du Luxembourg à partir de 2009 n'est pas liée à l'évolution des dépenses annuelles par élève/étudiant qui est demeurée inchangée mais en raison de l'amélioration de l'ensemble des autres indicateurs à partir de 2009. Cette amélioration n'est en réalité qu'un pur artefact statistique car en 2009 l'ensemble des autres indicateurs sans exception¹ de la catégorie Education et formation a subi une rupture de série. Dès lors, ce sont donc ces ruptures de séries qui sont à l'origine de ces notes plus favorables du Luxembourg dans cette catégorie depuis 2009.

En raison de ces résultats et constats, la CSL salue les propos du ministre de l'Economie et du Commerce extérieur dans la préface du Bilan de compétitivité 2013 visant à mettre en place un nouveau dispositif d'indicateurs censés mesurer la compétitivité du Luxembourg.

¹Les autres séries de la catégorie Education et formation sont les suivantes : la population ayant atteint au moins une formation de deuxième cycle du secondaire, la série relative aux jeunes ayant quitté rématurément l'école, la série relative à l'apprentissage tout au long de la vie et celle relative à la part des ressources humaines en sciences et technologie dans l'emploi total.